





# **La précarité résidentielle à l'aune de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre**

**Une analyse longitudinale des modes d'hébergement des personnes LGBTQ+ sans logement personnel en Île-de-France**

**Dr. Noemi Stella**

*Exposé introductif de soutenance à l'ENS, Campus Jourdan, Paris, le 13 décembre 2023  
Thèse dirigée par Florence Maillachon*

*stella\_noemi@hotmail.it*

Bonjour à toutes et tous,

Merci Madame La Présidente.

Je voudrais tout d'abord remercier les membres du jury pour avoir accepté de lire et discuter mon travail et un remerciement spécial va à ma directrice de thèse Florence Maillachon, pour son accompagnement humain et scientifique d'extrême qualité tout au long de ces années.

Merci aussi au public qui est ici aujourd'hui, pour votre présence.

Cette thèse, intitulée « La précarité résidentielle à l'aune de l'orientation sexuelle. Une analyse longitudinale des modes d'hébergement des personnes LGBTQ sans logement personnel en Île-de-France » a été menée à l'école doctorale Sciences de la Société à l'ENS et EHESS et a bénéficié d'un contrat CIFRE auprès de l'association médico-sociale Basiliade.

Le projet initial conçu avec l'association était très focalisé sur la question de la rupture familiale des jeunes entre 16 ans et 25 ans et sur les conséquences de celle-ci sur leurs conditions de vie matérielles, psychologiques, affectives, sociales et médicales. Or, les enquêtés rencontrés tout au long de la recherche et les besoins identifiés ont de loin dépassé ce seul objet de recherche portant sur la relation à la famille, en venant mettre au centre la question de la précarité résidentielle, de l'exil et de l'omniprésence des violences qui sont devenus les fils rouges de ce travail.

La thèse s'inscrit dans plusieurs ancrages théoriques issus des études de genre, de la sociologie de la précarité et de l'exclusion, de la sociologie des politiques publiques et enfin dans la sociologie des migrations. En tant que recherche-action, elle est pensée en tant qu'un outil transformateur de la réalité, dont la méthodologie interventionniste et collaborative vise à améliorer les conditions de vie des participant·es (Greenwood & Levin, 1998) et d'autres personnes vivant dans des situations proches. Sa visée politique et féministe réside dans la volonté de co-produire un savoir critique et situé, dont la



valeur correspond à son effectivité pratique dans la capacité à générer un changement (Fuster Morell, 2009).

Afin de rencontrer des personnes souhaitant s'engager dans la recherche-action, j'ai contacté un grand nombre d'acteurs associatifs et institutionnels franciliens et le volet « action » de la recherche a motivé plusieurs associations LGBTQ+ à présenter la recherche à leurs membres et m'a permis une entrée « facilitée » sur un terrain qui est très sollicité et difficilement accessible.

Enfin, au fur et à mesure des entretiens, des enquêté·es m'ont orienté vers des ami·es ou des connaissances LGBTQ+ qui étaient dans des situations de forte précarité.

Tout au long de l'enquête, j'ai mobilisé une approche biographique longitudinale qui a permis d'inscrire dans un temps long le continuum des différentes situations sociales, administratives et résidentielles d'une même personne sur plusieurs années. En me fondant sur des entretiens et de l'ethnographie répétés sur trois ans et demi, j'ai pu étudier la mobilité résidentielle *en train de se faire*. En effet, la majorité des déplacements résidentiels ont été vécus pendant la période d'enquête, donc sur le moment présent, ce qui m'a permis de saisir plusieurs informations essentielles, comme les émotions vécues sur le moment par les enquêté·es, leur tissu social, quelles relations ils et elles ont mobilisé, de quelle manière et à quelles conditions. Par ailleurs, cette méthodologie m'a permis de ne pas tomber dans l'écueil de l'illusion biographique (Bourdieu, 1986), ou de le réduire fortement, et de pouvoir prendre note de chaque déplacement, même les plus courts, qui auraient été à défaut oubliés ou pensés comme non nécessaires lors du récit de soi. Aussi, cela a rendu possible l'analyse des mécanismes et des temporalités de ces « allers-retours » entre différents plans d'hébergement constituant les « trajectoires de précarité résidentielle ».

Le terrain a commencé en janvier 2019 et s'est clôturé en mai 2022. Les analyses s'appuient sur des données quantitatives issues de l'enquête de terrain (durée moyenne des temps passés sans abris au regard du statut juridique et du genre, raisons de l'arrivée à la rue, orientation post-hébergement temporaire, suivi des nuitées selon le type d'hébergement, accès à l'hébergement et sa contrepartie...) et sur des données qualitatives : 77 observations ethnographiques et 162 entretiens (enregistrés et non enregistrés) réalisés avec 48 personnes âgé·es entre 16 ans et 35 ans dont 40 exilées. En combinant les méthodes j'ai vu et/ou échangé en moyenne cinq fois avec chaque enquêté·e. Cela peut varier entre au minimum 3 fois et au maximum 21 fois par personne.

Si on en vient aux **apports principaux de la thèse**, je voudrais en souligner quelques-uns.

Dans un premier temps, ce travail montre que les trajectoires des personnes LGBTQ+ sans logement personnel sont à l'intersection d'un triptyque d'invisibilisation dans les enquêtes quantitatives et qualitatives françaises et parisiennes.

Ces populations ne sont pas « pensées » lors de la conception des questionnaires, ce qui se manifeste par l'absence de mots pour les désigner, de catégories pour les inclure.

Parallèlement, les enquêteur·rices chargé·es de passer les questionnaires et de réaliser les entretiens, n'étant pas formé·es aux questions d'identité de genre et d'orientation sexuelle, les personnes LGBTQ+ ne sont pas identifiées ni par conséquent rendues existantes lors de la collecte des données de terrain.

Ensuite, même dans les rares enquêtes prenant en compte des catégories incluant les personnes trans, ou dans d'autres où il était possible de saisir l'orientation sexuelle des

personnes enquêtées, notamment *via* les questionnaires de couple, ces données sont toujours absentes des analyses et des résultats au sein des publications.

En continuant dans ce sens, les personnes LGBTQ+ sont inexistantes aussi dans la littérature française portant sur l'hébergement chez des tiers et, d'autre part, la question de l'hébergement est peu ou pas traitée dans les études portant sur les personnes LGBTQ+.

Dans ce contexte d'invisibilisation multiple des personnes LGBTQ+ sans logement personnel, ce travail vient donner corps à ces trajectoires de précarité résidentielle. Pour ce faire, j'ai développé et fait dialoguer une approche structurelle et une micro-sociale.

L'analyse macro se focalise sur les enjeux structurels autour, d'une part, des conséquences des politiques de non-accueil des exilé·es en France, et notamment l'impact des catégories juridiques et de leur temporalité dans les trajectoires de vie des exilé·es, et d'autre part, la visibilisation des ruptures répétées et des dynamiques de « tri des usager·es » produites par la saturation structurelle des dispositifs d'hébergement généraliste et du Dispositif National d'Accueil franciliens.

Le système politique concourt ainsi à produire, pénaliser et prolonger la précarisation d'une partie de la population, tant au niveau économique et administratif que résidentiel. Ainsi, la notion de précarité résidentielle souligne bien que cette situation ne découle pas que de déterminants subjectifs, mais surtout de décisions politiques et législatives.

À ce cadre général s'imbriquent des vulnérabilités spécifiques aux personnes LGBTQ+. À la place de les envisager comme une population « vulnérable », j'ai démontré qu'il est au contraire plus exact de parler d'une population « vulnérabilisée » par des dispositifs qui, en l'état actuel, ne sont pas adaptés à bien accueillir et accompagner ce public. L'organisation binaire et cis-hétéronormative des fiches SI-SIAO et des structures d'hébergement, ainsi que le cadre théorique universaliste des professionnel·les y travaillant, concourent à donner lieu à des dynamiques paradoxales d'invisibilisation et de surexposition des personnes LGBTQ+. Les équipes n'ont ni le temps ni les outils pour faire face aux discriminations, ce qui équivaut à renforcer le sentiment de ne « pas être à sa place » et les craintes d'être victime d'agressions LGBTQ+phobes de la part des personnes hébergées.

Dans la deuxième partie de la thèse, l'analyse est menée à l'échelle micro-sociale et se focalise sur le tissu social, les interactions et les réseaux d'hébergement informels. En effet, face à des systèmes d'hébergement saturés, cis-hétéronormatifs et discriminants, les enquêté·es LGBTQ+ exilé·es et français·es, mettent en place des tactiques officieuses de débrouille résidentielle qui sortent du cadre institutionnel afin de trouver un hébergement et de fuir la rue. Pour chaque « réseau » mobilisé – membres de la famille, compatriotes hétérosexuel·les et personnes LGBTQ+ –, j'ai montré non seulement les conditions matérielles d'hébergement vécues par les enquêté·es, mais surtout les types de relations qui s'instaurent entre les deux parties et les contreparties demandées. Le focus est ici sur le cadre relationnel plus large dans lequel ces cohabitations s'inscrivent et par quelles normes – tacites et explicites – elles sont régies, ce qui les fait tenir et ce qui les brise et en étudie les dynamiques élastiques ou de « montagnes russes », comme un enquêté l'a dit, consistant à revenir à plusieurs reprises chez les mêmes hébergeurs·ses.

Ce travail longitudinal vise ainsi à développer une approche relationnelle de la précarité résidentielle.

## **Des trajectoires résidentielles radicalement différentes ?**

La finalité de cette thèse n'était pas celle de rendre les trajectoires de précarité résidentielle des personnes LGBTQ+ « exceptionnelles » à tout prix. Je me suis au contraire engagée à visibiliser les points communs entre ces trajectoires et celles des personnes cis hétérosexuelles sans logement personnel, comme les continuités dans les rapports de genre, les analogies dans les hébergements de « couple », le rôle des ruptures familiales, etc. sur lesquelles on pourra revenir, mais je pense que j'ai réussi à souligner la surexposition aux violences auxquelles cette population fait face dans les différents espaces de vie : dans la rue, au sein du foyer familial, dans des centres d'hébergement, chez des tiers. Ces violences sont habitées et traversées par différentes formes de discriminations comme le sexisme, la lesbophobie, la transphobie, le racisme, etc. Aux actes de violence, il faut ajouter également la présence et l'impact du stress minoritaire (Meyer, 2003) qui a été reporté par la majorité des enquêté·es. Ils et elles ont témoigné vivre avec la crainte d'être « vu·es », d'être identifié·es et par conséquent d'être expulsé·es du domicile de l'hébergeur·se ou d'être contraint·es à quitter l'hébergement à cause du harcèlement LGBTQ+phobe et la peur d'y subir des agressions. La violence a représenté un trait transversal pour tou·tes, même si elle s'est exprimée différemment en fonction du genre. J'ai en effet analysé l'usage genré du viol et souligné la surexposition constante des femmes trans aux violences dans tous les espaces.

En même temps, avec cette thèse j'ai cherché à souligner les tactiques de « débrouille » résidentielles et à mettre en valeur la manière dont les différentes ressources détenues par les enquêté·es (ressources administratives, sociales, de classe, militantes, de genre, de sexualité, scolaires, etc.) ont un effet sur la durée et la fréquence des périodes de sans-abrisme, ainsi que le type de trajectoires résidentielles vécues (capacité plus ou moins importante à faire valoir ses droits quand hébergé·es, etc.).

Enfin, j'aimerais souligner l'importance et la satisfaction issue du fait d'avoir contribué, *via* cette recherche-action, à la mise en place d'un centre d'hébergement d'urgence pour personnes LGBTQ+ avec les enquêté·es et les professionnel·les de Basiliade.

D'un point de vue théorique, il avait été planifié que ce volet « action » de la recherche devait aboutir vers juillet 2021, lors de la phase finale du contrat CIFRE. Or, l'arrivée de la pandémie de Covid-19 a perturbé le calendrier. Mettant un frein aux activités du secteur informel (coiffure à domicile ou dans des salons, travail du sexe, ménage, travail au noir dans des chantiers et dans la restauration, etc.) pour lesquelles aucune aide de l'État n'était prévue, la crise du Covid a plongé les enquêté·es dans une situation de précarité sans précédent. Cela a en particulier aggravé la situation locative d'un certain nombre d'entre elles et eux. Les principes porteurs des recherche-actions étant dans un premier temps de co-produire des connaissances avec les participant·es sur une problématique et, dans un second temps de contribuer avec elles et eux à la mise en place d'une action visant à changer la situation (Klocker, 2015), les temporalités théoriques et matérielles de la recherche-action se sont reconfigurées et imbriquées.

Avec l'association Basiliade, nous avons commencé à chercher des financements pour donner forme à un projet d'hébergement issu des témoignages, propositions et souhaits des enquêté·es recueillis jusque-là. Ainsi, la première colocation de l'Escale ouvre ses portes en août 2020 et deux autres vont voir le jour pendant la recherche-action, hébergeant 11 enquêté·es qui avaient conçu le projet. Par la suite, l'association a été financée par la Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement (DRIHL), ce qui a permis de pérenniser les places existantes, d'en augmenter le nombre et d'élargir le projet.

Dans un contexte d'absence d'études sur ces questions, il me semble enfin nécessaire de rappeler la recherche de 6 mois réalisée par Jo Sauvaire en 2020 auprès de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS Île-de-France) qui a permis de visibiliser les limites des dispositifs d'hébergement généralistes auprès des personnes LGBTQ+ et de souligner les difficultés rencontrées par les professionnel·les du secteur. Son travail a abouti à la création du premier guide pour bien accueillir les personnes LGBTQ+ dans l'hébergement. Les questions de l'hébergement pour les personnes LGBTQ+ se posent aujourd'hui avec une urgence et une intensité nouvelles, le travail de plaidoyer mené par les associations est important et même si ces projets, comme je le montre dans ma thèse, ne sont que très minoritairement bénéficiaires de financements pérennes, ils commencent à gagner en légitimité et à être entendus par les pouvoirs publics. Cette thèse s'inscrit ainsi dans une démarche de plaidoyer visant à contribuer à un changement des politiques publiques et à visibiliser les trajectoires résidentielles spécifiques aux personnes LGBTQ+ dont une grande partie exilée.

### **Pistes pour la suite**

Français·es et exilé·es, tou·tes à un moment donné ou à plusieurs reprises se sont retrouvé·es sans logement personnel en région Île-de-France. L'intérêt de la recherche n'est pas de faire une hiérarchie ou de procéder à un classement des vulnérabilités car les facteurs qui agissent sur les trajectoires résidentielles ne sont pas seulement liés au pays d'origine et au statut juridique mais à un ensemble d'autres facteurs qu'il faut prendre en compte. Étant donné que dans la thèse je me suis focalisée sur les trajectoires des personnes exilées, il serait intéressant de mener une recherche exclusivement sur les Français·es pour voir quels types d'obstacles spécifiques ils et elles rencontrent et comment leurs situations diffèrent non seulement des exilé·es mais aussi entre eux/elles-mêmes, car il s'agit d'un groupe non homogène aux situations familiales différentes et qui détient des ressources différentes).

Dans la thèse, j'ai fait le choix de montrer l'ensemble des trajectoires résidentielles des enquêté·es et de les présenter par espaces. Or, ce travail pourrait être prolongé avec la mise en valeur de monographies afin de dessiner, sur la durée, l'intégralité des parcours individuels et d'en rendre la complexité.

Enfin ce travail pourrait être prolongé sur la durée pour observer comment les situations résidentielles, économiques et sociales des enquêté·es évoluent dans les années à venir et regarder les places occupées par les enquêté·es au sein des réseaux de solidarités avec des compatriotes LGBTQ+ qui viennent d'arriver en France. En effet, une fois stabilisé·es d'un point de vue administratif, résidentiel et professionnel, beaucoup de personnes commencent à héberger des compatriotes LGBTQ+ en situation de précarité et il serait particulièrement intéressant de mettre en lumière et comprendre ces réseaux de solidarité intra-communautaire qui demeurent encore aujourd'hui un point aveugle dans les études sur l'hospitalité et la solidarité.

### **Bibliographie indicative**

- Bourdieu, Pierre. 1986. « L'illusion biographique ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 62(1):69-72.
- Fuster Morell, Mayo. 2009. « Action research: mapping the nexus of research and political action ». *Interface* 1(1):21-45.
- Greenwood, Davydd J., et Morten Levin. 1998. *Introduction to Action Research: Social Research for Social Change*. Thousand Oaks: SAGE Publications Inc.

- Klocker, Natascha. 2015. « Participatory action research: The distress of (not) making a difference ». *Faculty of Social Sciences - Papers (Archive)* 37-44.
- Meyer, Ilan H. 2003. « Prejudice, Social Stress, and Mental Health in Lesbian, Gay, and Bisexual Populations: Conceptual Issues and Research Evidence ». *Psychological bulletin* 129(5):674-97.
- Sauvaire, Jo. 2020. *Accueil et accompagnement des personnes LGBTIQ dans l'hébergement en Île-de-France, État des lieux et préconisations*. Rapport rédigé pour la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS Île-de-France).